

Père Abdo Raad, Liban

La question des enfants en situation de rue relève de diverses disciplines : par laquelle êtes-vous arrivé à vous occuper du sort de ces enfants dans votre travail ?

En ce qui me concerne, au Liban, j'ai deux grandes responsabilités dans ce domaine. La première est une Association qui concerne qui s'appelle le Foyer de l'Amitié. Il y a l'accueil des enfants, il y a le suivi à domicile de ces enfants, il y a des écoles où ces enfants étudient. Il y a aussi d'autres programmes dans le Foyer, qui n'ont pas beaucoup à faire avec les enfants, mais au service des enfants : microcrédits, activités, conférences, tout cela est en fait service des enfants.

La deuxième chose, c'est que je suis aussi vice-président du Conseil national du travail social au Liban. Ce Conseil regroupe 200 associations et ONG qui ont aussi le droit et des contrats avec le Ministère des Affaires sociales pour accueillir des enfants. Cette thématique est très importante pour nous, car parmi les enfants que nous accueillons, il y a des enfants en situation de rue, où qui auraient pu y être si nos associations ne les avaient pas accueillis. C'est donc très intéressant pour moi de participer à ce Séminaire.

Merci d'avoir parlé de la prévention, qui est souvent déplorée comme la grande absente dans le cas de ces enfants. Quelle est la situation au Liban, pays éprouvé doublement par une guerre et une crise interne majeure ?

La situation maintenant au Liban est malheureusement une situation très mauvaise au niveau politique. Il y a un an et quelques mois, nous avons eu une guerre. Tout le monde a connu cette guerre, qui était vraiment catastrophique. Bien sûr, comme dans tous les pays du monde après chaque guerre il y a beaucoup de problèmes au niveau social. Surtout, les premières victimes sont les enfants. Il y a beaucoup d'écoles détruites, il y a beaucoup de maisons détruites aussi : un enfant qui ne va pas à l'école, qui n'a plus de maison et est peut-être logé chez des amis avec les parents, c'est normal qu'il aille dans la rue. La situation de maintenant au Liban ne donne pas de chances aux enfants.

Maintenant, la situation politique n'aide pas non plus à améliorer les choses. Nos politiciens ne sont pas d'accord sur comment gouverner le Liban. Et pour cela, il n'y a pas de reconstruction, ni des maisons, ni des écoles, ni des hôpitaux, ni des rues. Enfin, cela amène des situations défavorables pour les enfants. Il y a beaucoup d'enfants dans les rues, d'enfants démunis, parce que beaucoup de familles ont perdu leur travail à cause de la guerre. Ce que nous cherchons à faire maintenant : vraiment, nous prions (pas parce que je suis prêtre, non, tout le monde prie) pour que nos politiciens arrivent à un accord. La situation au Liban est grave, parce qu'on risque de ne pas arriver à un accord. Il y a plusieurs confessions, plusieurs politiques, plusieurs relations avec le monde extérieur (Amérique, Syrie, Iran). Et pour cela, vraiment, comme patriarche l'a fait aussi, nous demandons au ciel un miracle. Pour pouvoir se mettre d'accord, pour pouvoir créer, pour trouver une manière de gouverner le Liban et que tous les Libanais soient là présents à gouverner ensemble.

Au niveau économique, c'est aussi grave. Sans bonne gouvernance, il y a aussi des problèmes économiques. Il y a la guerre, le Premier Ministre en reconnaît pas le Président, le Président ne reconnaît pas le Premier Ministre et les Ministres, les députés ne se réunissent pas. Dans ce cas-là, on ne construit pas un pays, c'est pourquoi il y a aussi des problèmes économiques. Les familles et les enfants, ce sont eux toujours qui paient. Par exemple, les politiciens n'ont

pas le temps de s'occuper des écoles publiques qui ne fonctionnent pas, et les écoles privées sont très chères : il aura donc peut-être cette année des milliers d'enfants qui n'iront pas à l'école. Où doivent aller ces enfants ? Dans la rue...

L'un des problèmes est donc de dire : toutes les situations sont liées entre elles.

J'aimerais ajouter qu'au Liban, le problème des enfants en situation de rue n'est pas encore si grave. Parce qu'il y a toujours la grande famille. Vous voyez, tant que cette grande famille est là, elle est une possibilité de mettre l'enfant chez quelqu'un. Tante, amis, grands-parents... D'autre part, il y a beaucoup d'Associations (dont les 200 dont je parlais tout à l'heure) qui peuvent accueillir 35'000 à 40'000 enfants ou personnes handicapées. Et ces Associations sont pleines. Ils ont pu accueillir la majorité des enfants qui « devaient être en situation de rue ». Le problème est que ces Associations ont besoin de financement pour pouvoir continuer. Pour effectuer leur travail au niveau social et psychologique, au niveau matériel, pour aider ces enfants et éviter qu'ils soient dans la rue.

A part cela, nous avons un autre problème qui devient grand au Liban : la présence de réfugiés de la région et de leurs enfants. L'Etat ne s'intéresse pas à ces réfugiés, parce qu'ils ne sont pas Libanais. Ce sont en ce moment surtout des enfants irakiens, qui fuient leur pays. Ils sont des millions d'Irakiens à quitter leur pays à cause de la guerre. Leur parcours le plus commun est de venir en Syrie, puis au Liban. Il y a aussi des Syriens qui viennent travailler au Liban avec leur famille.

Tous ces enfants qui ont besoin d'aide, il ne faut pas les laisser dans la rue, il ne faut pas les laisser devenir « enfants de la rue », nous les voyons et nous les considérons comme enfants en situation de rue et nous cherchons à les aider, soit en les accueillant dans nos institutions selon les possibilités, soit en les suivant dans leur famille.

Avez-vous un message particulier à transmettre aux agences onusiennes en faveur de ces enfants ?

Il y a beaucoup de choses à dire, mais en particulier, nous savons que le monde entier doit travailler pour la cause des enfants. Tout le monde. La situation des enfants dans le monde dépend bien sûr des décisions politiques que le monde prend. Nous espérons qu'il y aura des décisions politiques favorables, qu'il y aura des lois praticables, et aussi que les Nations Unies voient un peu la situation dans chaque pays, et donnent plus d'importance à ce qui se passe sur le terrain. Il ne faut pas imposer aux ONGs locales des idées qui proviennent de l'extérieur. Nous avons eu plusieurs problèmes avec le Ministère des Affaires sociales, avec la Banque internationale, il y a malheureusement des idées, il y a des lois qui sont imposées à la politique nationale. Par exemple, chez nous au Liban, je peux donner un petit exemple : certaines aides que l'on recevait pour les enfants (ou plutôt les jeunes) allaient au-delà de 18 ans, et elles ont été éliminées en fonction de la Convention des Droits de l'Enfant. Il y a maintenant un nouveau problème : un enfant qui a 18 ans, qui n'a pas fini ses études, ou son enseignement technique professionnel. Ces enfants, souvent des « cas sociaux » que nous essayons d'aider, sont grands, mais ne savent pas travailler, n'ont pas de métier. Sans aide pour ce type de jeunes, qu'allons-nous faire ? On a aidé un enfant jusqu'à 18 ans, et après ? Tels sont ces critères, que l'on devrait pouvoir changer. Il faut donc collaborer avec les ONGs du terrain.

De même avec la pauvreté. Selon certains critères, une famille doit compter huit enfants pour être considérée comme pauvre. Ce critère n'est pas réalisable au Liban. Il y a des familles avec un ou deux enfants qui sont très pauvres, et qui touchent 100 à 200 \$ par mois : cela ne suffit même pas pour acheter le pain nécessaire à la famille. J'aimerais donc bien que ce message arrive : il faut travailler, il faut mettre cela ensemble, il faut organiser les lois avec

les ONGs locales, pas seulement avec les Etats, surtout lorsqu'il y a des gouvernements comme chez nous au Liban qui n'ont pas le temps de se préoccuper du social.

GL 17.10.07